



Euro-Rolling 2024

Les élections européennes en temps réel

Le point sur la campagne au 16 mai

À 24 jours du scrutin, les Français semblent enfin rentrer dans la campagne avec un niveau d'intérêt record pour l'élection européenne – largement supérieur à celui mesuré en 2019 – qui s'accompagne d'une place plus importante du sujet dans leurs conversations. Ce regain d'intérêt pour le scrutin va de pair avec une forte européanisation des enjeux sur lesquels les électeurs comptent se prononcer le 9 juin, le contexte international y étant sans doute favorable.

Cette moindre nationalisation du vote ne change rien à la dynamique de « vote sanction », qui affecte toujours fortement la liste de la majorité présidentielle au profit principalement de la liste de Jordan Bardella. La liste de Valérie Hayer est d'ailleurs de nouveau en situation d'être rattrapée par la liste PS-PP, en hausse cette semaine.

En milieu de tableau, la situation devient de plus en plus critique pour la liste des Écologistes, qui se rapproche dangereusement du seuil de qualification (5%). La liste de Marie Toussaint est d'autant plus fragile au regard de la faible sûreté de choix de ses électeurs.

1. Une européanisation accrue du scrutin, qui ne participe pas pour autant à un affaiblissement du vote sanction

Un regain d'intérêt pour la campagne porté notamment par les plus jeunes et les plus europhiles

L'intérêt pour la campagne connaît aujourd'hui un sursaut (67%) avec un taux record de personnes « très intéressées » (24%). En effet, en 2019, jamais l'intérêt pour le scrutin n'avait été aussi fort (le taux maximal était alors de 62%), même en fin de campagne (61%).

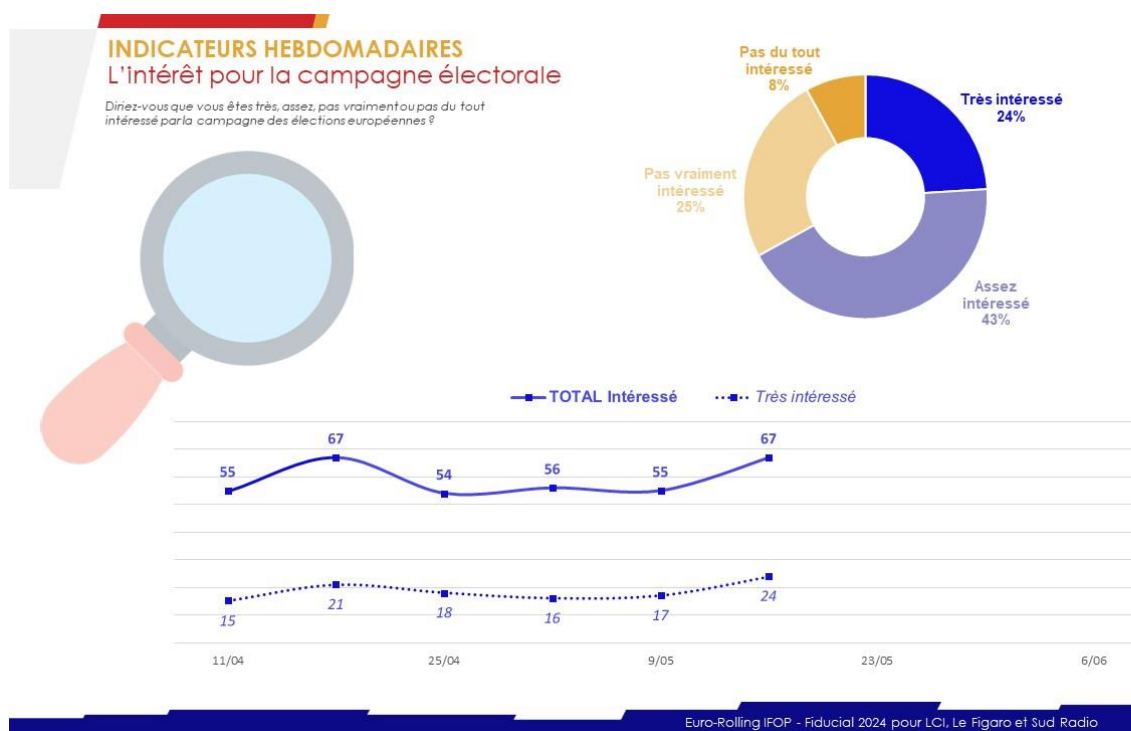
Au-delà de l'intérêt qui lui est porté, l'élection anime de plus en plus les conversations des Français : 44% ont cette semaine discuté du scrutin, soit 11 points de plus que la semaine dernière.

Ce réveil de l'importance accordée aux élections européennes semble notamment dopé par une attention particulière des jeunes et des pans de la population traditionnellement plus europhiles :

- Ce sont en effet 77% des moins de 35 ans qui se déclarent intéressés par la campagne, un taux supérieur à la moyenne de 10 points et nettement plus important que chez les 35-64 ans (65%) ou les 65 ans et plus (61%), catégorie d'âge où l'on retrouve pourtant les personnes les plus politisées. Génération plus mondialisée et plus connectée, les jeunes semblent davantage concernés par les questions de politique internationale (65% ont discuté cette semaine de la guerre entre l'Ukraine et la Russie contre 54% de leurs aînés et 56% de l'intervention militaire d'Israël dans la bande de Gaza contre 44% des 35-64 ans), ce qui peut alimenter cet attrait pour l'élection européenne. La mobilisation en faveur de la cause palestinienne dans certains

établissements d'enseignement supérieurs a manifestement rencontré un écho chez les plus jeunes : 66 % des 18-24 ans (et 50 % des 25-34 ans) ont évoqué ce sujet cette semaine.

- Se démarquent également les électeurs disposant d'un capital culturel important : 71% des cadres et 73% des professions intermédiaires se disent intéressés par la campagne ou encore 71% des personnes diplômées du supérieur (contre 57% de celles ayant un diplôme inférieur au baccalauréat). Ces catégories étant traditionnellement plus favorables à l'Union européenne, on retrouve d'ailleurs un attrait plus important chez les électeurs déclarant avoir une image positive de l'Europe (75% contre 58% chez ceux qui en ont une image négative).



Vote national vs vote européen : le premier croisement de courbe

Pour la première fois depuis le lancement de l'Euro-Rolling, une majorité d'électeurs déclare avoir l'intention de voter en fonction d'enjeux européens plutôt que nationaux (52% contre 48%). Cette inversion de la hiérarchie est probablement alimentée par une actualité internationale riche qui semble de plus en plus prégnante dans l'esprit des Français : près de six personnes sur dix ont évoqué la guerre entre l'Ukraine et la Russie dans leurs conversations (plus 10 points par rapport à la semaine dernière) et près d'un sur deux l'intervention militaire d'Israël à Gaza (plus 9 points). Comme on l'a vu, ces récents évènements ont probablement renforcé le sentiment que l'appartenance à l'UE offrait une protection dans ce contexte géopolitique tendu, combiné à une baisse de l'euroscpticisme (de moins en moins de Français sont en effet favorables à un Frexit) faisant de l'enjeu européen un enjeu central. Sur le plan politique, s'il grandissait encore, cet intérêt accru pour les enjeux européens pourrait questionner la stratégie de nationalisation des débats de certaines listes.

Pour autant, il reste encore à voir si cette dynamique se maintiendra durablement pour aboutir, comme en 2019, à une supériorité des enjeux européens en fin de campagne (54% contre 46% les deux dernières semaines avant le vote).

INDICATEURS HEBDOMADAIRES

La place des enjeux nationaux et européens dans le vote

Au moment de voter aux prochaines élections européennes, vous voterez plutôt en fonction... ?



**Vote en fonction
d'enjeux nationaux**

48 %

**Vote en fonction
d'enjeux européens**

52 %



Euro-Rolling IFOP - Fiducial 2024 pour LCI, Le Figaro et Sud Radio 16 mai 2024 15

Un vote sanction déclaré moins fort qu'en 2019, ce qui ne profite pourtant pas à la liste de la majorité présidentielle

Par rapport à 2019 et depuis le début de la campagne, les électeurs sont moins nombreux à déclarer voter avec l'intention de sanctionner le gouvernement : 40% aujourd'hui contre 48% au même stade de la campagne il y a cinq ans.

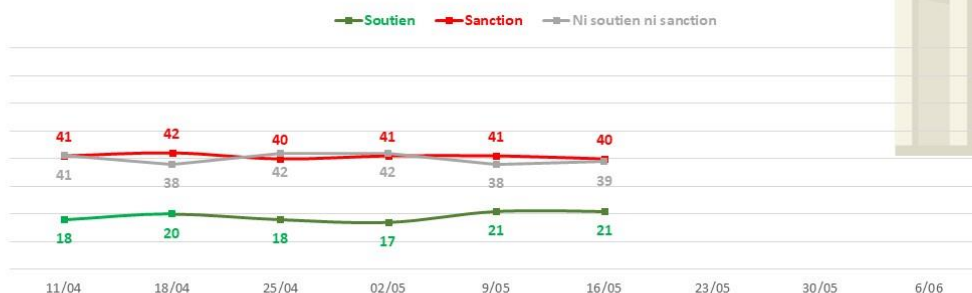
Bien que la dynamique de vote sanction soit donc moins prégnante qu'en 2019, ceci n'alimente pas pour autant un vote de soutien au gouvernement qui oscille autour des 20% depuis le début de l'Euro-Rolling, soit dans des proportions similaires à la précédente campagne. En effet, les électeurs de 2024 ont plutôt tendance à déclarer ne pas se prononcer en fonction de leur opinion à l'égard du gouvernement (39% cette semaine contre 30% en 2019).

La liste de la majorité présidentielle peine donc à émerger dans ce scrutin avec des intentions de vote qui plafonnent entre 16% et 17% contre 22% à 23% lors de la campagne de 2019. Bien que 74% des électeurs de la liste conduite par Valérie Hayer déclarent voter pour soutenir le gouvernement, près d'un tiers de l'électorat macroniste de 2019 et de 2022 n'a pas l'intention de voter en fonction de leur opinion à l'égard du gouvernement mais plutôt en fonction d'enjeux européens, limitant le vivier d'électeurs pour la majorité.

INDICATEURS HEBDOMADAIRES

La place du « vote sanction » à l'égard du gouvernement dans le vote

Par votre vote aux élections européennes, diriez-vous que... ?



2. Le point d'étape sur le rapport de force électoral

Des électeurs toujours incertains à une vingtaine de jours du scrutin

Alors que l'intention de participation déclarée augmentait doucement depuis le lancement de l'Euro-Rolling le 8 avril, elle semble au contraire baisser légèrement cette semaine (-1 point en cinq jours), pour s'établir à 46,5%.

La sûreté du choix, après avoir connu une hausse non négligeable en passant de 72 à 78% à la suite du deuxième débat entre les principales têtes de listes le 5 mai – et le premier où participait Jordan Bardella), reprend ces derniers jours sa baisse (-5 points en une semaine), pour tomber à (73%), proche de son niveau de 2019 (74%).

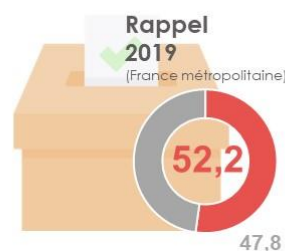
L'indice de participation à l'élection européenne en France



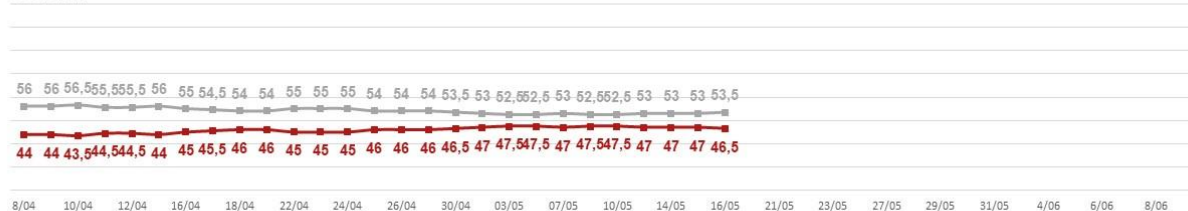
46,5% (-0,5)

des électeurs prévoient d'aller voter à l'élection européenne en France

Abstention : **53,5%** (+0,5)



Évolution



Euro-Rolling IFOP - Fiducial 2024 pour LCI, Le Figaro et Sud Radio 16 mai 2024 3

Le Rassemblement national, loin au-dessus de la mêlée

La liste du Rassemblement national réunit aujourd'hui 32% des intentions de vote. Stable depuis le lancement du Rolling début avril, la liste de Jordan Bardella n'a jamais été inquiétée, avec plus de 15 points d'avance sur la liste de la majorité présidentielle.

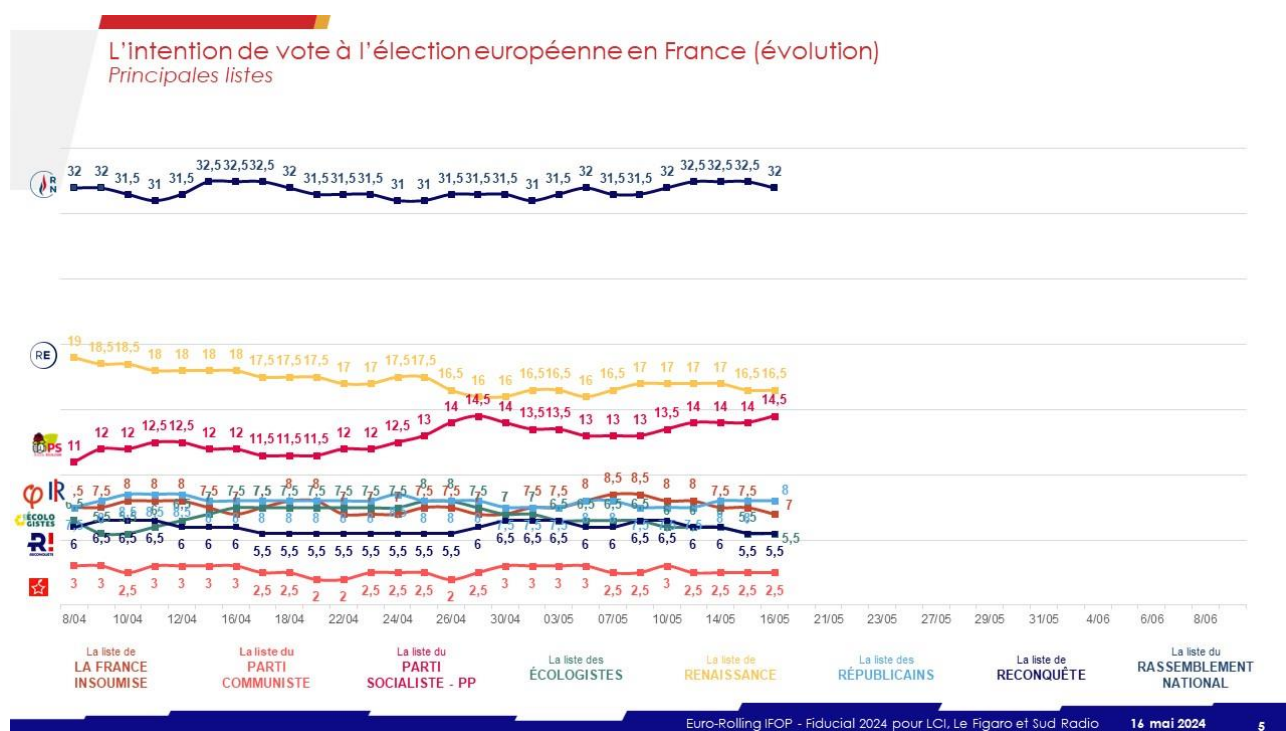
Depuis les dernières élections européennes, le RN a largement diversifié son électorat, en améliorant son score parmi toutes les strates de la société française, notamment auprès des jeunes (47% d'intentions de vote des 18-24 ans aujourd'hui, contre 13% en 2019 au même stade de la campagne), des dirigeants d'entreprise (34%, contre 9% en 2019) et des habitants des communes rurales (50%, contre 28% en 2019). Le parti est celui qui parvient le mieux à conserver ses électeurs des précédents scrutins, en réunissant 87% des intentions de vote des ex-électeurs de Marine Le Pen à l'élection présidentielle 2022, mais aussi qui parvient le plus à ramener vers lui des électorats qui ne lui étaient pas acquis auparavant. Ainsi, par rapport au premier tour de l'élection présidentielle 2022, la liste de Jordan Bardella réunirait aujourd'hui 39% d'intentions de vote des ex-électeurs d'Éric Zemmour, 12% des ex-électeurs de Valérie Pécresse, mais aussi 9% des anciens électeurs d'Emmanuel Macron et 10% de ceux de Jean-Luc Mélenchon. Cet apport de nouveaux électeurs serait au cœur de la dynamique observée et de la progression par rapport aux précédents scrutins.

Bénéficiant d'un taux de sûreté du choix de ses électeurs particulièrement élevé (85%, contre 73% en moyenne), la place de *leader* de la liste RN dans cette campagne européenne est aujourd'hui incontestée. Le parti est d'ailleurs jugé par les Français comme étant celui qui a mené la meilleure campagne cette semaine (37%), loin devant les listes de la majorité présidentielle et du Parti socialiste – Place Publique, qui le suivent, toutes les deux à 11%. Il n'est donc guère étonnant qu'une majorité de Français (52%) pronostique une victoire de la liste Bardella lors de ce scrutin, alors qu'aucune autre liste n'est créditée de plus de 6% de chance de victoire. Il y a cinq ans, à ce stade de la campagne, le résultat semblait alors bien moins figé : 26% des Français prédisaient une victoire de la liste de la majorité présidentielle, 19% de celle du RN, et 30% indiquaient ne pas savoir.

La bataille pour la deuxième place avec la liste PS-PP reprend après une brève accalmie pour la majorité présidentielle

Alors que la liste de la majorité présidentielle avait bénéficié d'une dynamique légèrement positive (+1) après l'entrée en campagne du chef de l'Etat et son discours sur l'Europe à la Sorbonne le 25 avril, les tendances semblent s'inverser. Ainsi, la liste conduite par Valérie Hayer retombe aujourd'hui à 16,5%, talonnée par la liste de Raphaël Glucksmann, crédité de de 14,5% des intentions de vote (+1,5 point en une semaine).

La liste PS-PP fait le plein de voix à gauche : Raphaël Glucksmann parvient à conserver les trois quarts (76%) de son électorat de 2019, mais réalise également de bons scores auprès des ex-électeurs EELV (33%), LFI (22%), et, dans une moindre mesure, LREM (12%).



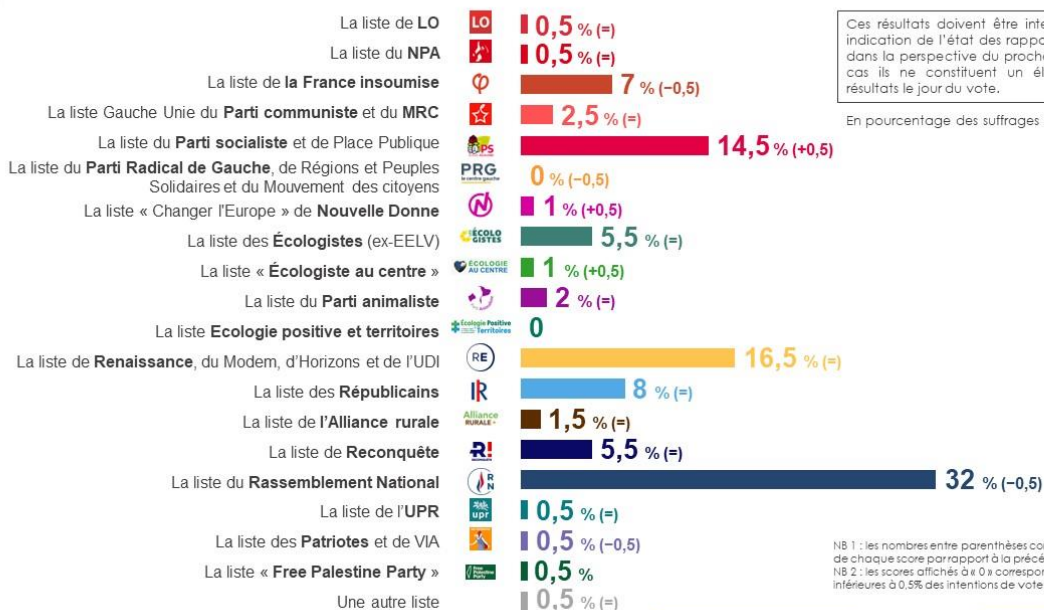
A gauche, les listes Écologistes et Insoumise ne parviennent pas à tirer leur épingle du jeu

Les deux listes souffrent de la bonne dynamique de la liste PS-PP : si depuis le 9 mai, cette dernière gagne 1,5 point d'intentions de vote, la liste des Écologistes en perd 1 pour s'établir à 5,5%, et celle de LFI, 1,5, pour réunir aujourd'hui 7% des intentions de vote.

Une dynamique de vote utile au profit de la liste PS-PP se remarque aussi dans la sûreté du choix des électeurs de gauche. C'est parmi les électeurs de la liste PS-PP que la sûreté du choix est la plus élevée (70%, +7 points depuis le 12 mai), tandis que celle de LFI subit une baisse importante (-11 points en 4 jours, à 67%). La sûreté du choix chez les électeurs Les Écologistes est, quant à elle, particulièrement basse (41%), en plus d'accuser une chute drastique (-31 points en seulement 5 jours).

Prise en étau entre la liste LFI et celle du PS-PP, la liste menée par Marie Toussaint semble particulièrement en difficulté, et se rapproche peu à peu de la barre des 5%, sous laquelle un parti n'envoie aucun élu au Parlement européen, loin de son niveau d'il y a cinq ans au même stade de la campagne (9%).

L'intention de vote à l'élection européenne en France



Ces résultats doivent être interprétés comme une indication de l'état des rapports de forces actuels dans la perspective du prochain scrutin. En aucun cas ils ne constituent un élément prédictif des résultats le jour du vote.

En pourcentage des suffrages exprimés

NB 1 : les nombres entre parenthèses correspondent à l'évolution de chaque score par rapport à la précédente mesure du Rolling.
NB 2 : les scores affichés à « 0 » correspondent à des mesures inférieures à 0,5% des intentions de vote exprimées.

A droite, LR stagne tandis que Reconquête repart à la baisse

Alors que la liste Reconquête semblait bénéficier d'un contexte favorable depuis l'entrée en campagne de Sarah Knafo et la polémique sur les propos de Marion Maréchal concernant la GPA, les effets bénéfiques semblent s'estomper : la liste perd 1 point en quatre jours pour retomber à 5,5% d'intentions de votes. Marion Maréchal peine à mobiliser l'électorat d'Éric Zemmour à l'élection présidentielle 2022 (seule la moitié (49%) des ex-électeurs d'Éric Zemmour ont prévu de voter pour la liste Reconquête), alors que 39% indiquent avoir l'intention de se tourner vers la liste du Rassemblement national.

La liste LR quant à elle, reste à 8% des intentions de vote. Oscillant entre 7,5 et 8% depuis le lancement de du Rolling au début du mois d'avril, la liste LR est particulièrement stable, malgré une sûreté du vote peu élevée (58%). En dépit du léger mieux (+0,5 point) perçu par la liste LR entre le 13 et le 14 mai, l'irruption de François-Xavier Bellamy devant Sciences Po quelques jours auparavant n'aura pas réellement lancé la liste sur une dynamique positive. Celle-ci reste loin de son niveau d'il y a cinq ans au même stade de la campagne (14,5%) et voit sa popularité baisser notamment auprès des plus de 65 ans (11% des intentions de vote aujourd'hui, contre 21% en 2019), des cadres et professions intellectuelles supérieures (8%, contre 19% en 2019), et des catégories les plus aisées (9%, contre 27% en 2019).

**Louise Jussian et Mathilde Tchounikine, chargées d'études sénior
au pôle Actualités et politique de l'Ifop**